

Distr.
GENERALE

E/AC.51/1993/5
12 mars 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION
Trente-troisième session
10-14 mai 1993
Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES : EVALUATION

Rapport sur le suivi du programme relatif aux droits de l'homme

Résumé

Le présent rapport est présenté conformément à la décision prise par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-deuxième session d'examiner la suite donnée aux recommandations figurant dans l'examen triennal du programme relatif aux droits de l'homme.

En s'appuyant sur la documentation et les informations publiées par des organismes des Nations Unies et sur les réponses à des questionnaires et à des entretiens dirigés, on a cherché à déterminer comment ces recommandations ont été mises en oeuvre. Des problèmes ont été décelés dans un certain nombre de domaines - base de données informatisée sur les droits de l'homme, communication et coordination, publications et traduction des instruments relatifs aux droits de l'homme - et une nouvelle série de recommandations a été formulée pour y remédier.

* E/AC.51/1993/1.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	4
I. METHODOLOGIE	3 - 6	4
II. FAITS RECENTS	7 - 8	4
III. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS CONTENUES DANS L'EXAMEN TRIENNAL DU PROGRAMME RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME	9 - 67	6
Sous-programme 1. Application des normes, instruments et procédures internationaux	9 - 21	6
Recommandations	9 - 10	6
Partie A. Documents publiés par des organismes des Nations Unies	11 - 14	6
Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens dirigés	15 - 21	7
Sous-programme 2. Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables	22 - 35	8
Recommandations	22 - 23	8
Partie A. Documentation et informations publiées par des organismes des Nations Unies	24 - 31	8
Partie B. Réponses données aux questionnaires et entretiens dirigés	32 - 35	10
Sous-programme 3. Publications, services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme	36 - 55	11
Recommandations	36	11
Partie A. Documentation et informations publiées par l'Organisation des Nations Unies	37 - 50	11
Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens structurés	51 - 55	14

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
Sous-programme 4. Etablissement de normes, recherches et études	56 - 67	15
Recommandations	56 - 57	15
Partie A. Documentation et information provenant de sources des Nations Unies	58 - 62	15
Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens dirigés	63 - 67	17
IV. RECOMMANDATIONS	68 - 74	17
Annexe. RESULTATS DE L'ENQUETE PAR QUESTIONNAIRE MENE AUPRES DES EXPERTS GOUVERNEMENTAUX MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES		20

INTRODUCTION

1. A sa trente-deuxième session, en 1992, le Comité du programme et de la coordination (CPC) a étudié l'examen triennal du programme relatif aux droits de l'homme présenté par le Secrétaire général (E/AC.51/1992/3).
2. Le Comité a approuvé les recommandations figurant dans les paragraphes 116, 117, et 119 à 127 de l'examen triennal et il a pris note de la recommandation énoncée au paragraphe 118. Le présent rapport fait suite à la décision prise par le Comité d'examiner la mise en oeuvre des recommandations figurant dans l'examen triennal sur la base d'un rapport de suivi qui lui serait présenté en 1993¹.

I. METHODOLOGIE

3. Le présent rapport analyse les mesures prises en application des recommandations relatives aux quatre sous-programmes du Centre pour les droits de l'homme. Il prend également en considération les résolutions et recommandations de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, les résolutions connexes de l'Assemblée générale, les rapports établis par le Centre pour les droits de l'homme et les réponses du Centre à un questionnaire détaillé du Groupe central d'évaluation.
4. Le rapport présente également les résultats d'un questionnaire et d'entretiens dirigés conçus pour connaître les vues des experts proposés par leur gouvernement et désignés à titre individuel par la Commission des droits de l'homme comme membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Le taux de réponse au questionnaire était de 96 % parmi les experts assistant à la session de la Sous-Commission qui ont également participé à des entretiens dirigés avec les fonctionnaires du Groupe central d'évaluation chargés d'élaborer le présent rapport. Faute de temps, il n'a été possible d'organiser des entretiens qu'avec 12 organisations non gouvernementales (ONG) assistant à la session de la Sous-Commission. Les résultats de ces entretiens sont donnés par thème dans les sections correspondantes du présent rapport.
5. Pour chaque sous-programme, l'analyse se divise en deux parties : la partie A concerne les renseignements fournis par le Centre et les organismes des Nations Unies et la partie B les informations recueillies au moyen du questionnaire et des entretiens dirigés organisés au cours de la session de 1992 de la Sous-Commission.
6. Les recommandations formulées dans la section finale sont inspirées par le degré d'application des différentes recommandations de l'examen triennal.

II. FAITS RECENTS

7. En 1991, dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation², le Secrétaire général a déclaré ce qui suit :

"Dans le domaine des droits de l'homme, une certaine dichotomie apparue de longue date s'est encore accentuée ces dernières années : c'est

/...

à juste titre que l'on se félicite, d'une part, d'avoir donné à la communauté mondiale une Charte internationale des droits de l'homme - Déclaration universelle et deux Pactes internationaux -, puis toute une série d'autres instruments; de l'autre, la consternation perdure devant les atrocités commises dans un monde où le recours systématique à la force brute sert encore à subjuguier certaines populations. Aujourd'hui, l'opinion exige avec insistance que l'on réduise l'écart entre aspirations et réalité, faute de quoi tout espoir serait perdu.

Il serait injuste de minimiser les résultats obtenus à ce jour. On s'est activement employé à préparer l'avènement d'une ère de respect universel des droits de l'homme. Les modalités, selon lesquelles la Commission des droits de l'homme et les organes créés en application des différentes conventions pour en superviser l'application ont à connaître des plaintes relatives à des violations, ont été définies. Si le souci des droits de l'homme s'est maintenant étendu à la planète tout entière, c'est au reste pour beaucoup grâce à la réflexion et aux efforts considérables que l'ONU et, sous son influence ou inspirés par elles les particuliers, les organisations internationales et les médias consacrent à cette cause.

...

Force est néanmoins de constater que la campagne pour la protection des droits de l'homme a surtout porté ses fruits là où règne une relative normalité et où les gouvernements sont déjà bien disposés. Par contre, lorsque des violations systématiques et massives sont commises - aujourd'hui comme par le passé les exemples ne manquent pas un peu partout dans le monde -, le dispositif intergouvernemental de l'ONU, loin de contribuer à les faire cesser comme il le devrait, n'en est bien souvent que le témoin impuissant.

...

L'intérêt accru que la communauté internationale accorde à la mise en place d'un régime universel des droits de l'homme s'accompagne d'une évolution sensible, dont il y a tout lieu de se féliciter, dans les attitudes du public. Tenter d'aller à contre-courant serait aussi risqué sur le plan politique qu'indéfendable sur le plan moral. Il ne s'agit d'ailleurs pas tant de changer d'orientation que de prendre plus clairement conscience de l'une des conditions de la paix.

Je tiens à souligner que, loin d'être indispensables dans ce domaine, des doctrines nouvelles pourraient même ébranler les ententes établies. Il se peut que le débat entre juristes et politiques suscite des idées nouvelles et que celles-ci se répandent largement. Ce qu'il faut cependant au niveau intergouvernemental, en l'état actuel des affaires internationales, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou de tout autre domaine, ce n'est pas élaborer des théories nouvelles, mais coopérer davantage et faire preuve à la fois de bon sens et de compassion."

8. En 1992, la Commission des droits de l'homme a tenu deux sessions extraordinaires sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie. Le Rapporteur spécial nommé à la première de ces deux

/...

sessions pour enquêter sur cette situation a soumis trois rapports sur ses travaux. Dans sa résolution 47/122, l'Assemblée générale a approuvé l'ordre du jour provisoire et le projet de règlement intérieur de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Le Centre pour les droits de l'homme est dirigé par un Sous-Secrétaire général depuis le 1er janvier 1993.

III. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS CONTENUES DANS L'EXAMEN TRIENNAL DU PROGRAMME RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME

Sous-programme 1. Application des normes, instruments et procédures internationaux

9. Pour ce sous-programme, l'examen triennal contenait les recommandations suivantes :

Il faudrait accorder une haute priorité à l'établissement d'une banque de données techniques communiquées par les Etats parties dans le domaine des droits de l'homme ainsi qu'aux activités de recherche comme le suggèrent les recommandations 1 et 2 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1989/2) (par. 115).

Pour des raisons d'économie et d'efficacité, les bases de données du Centre devraient être compatibles avec celles d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le HCR (par. 116).

Il faudrait informer les organisations non gouvernementales et les particuliers que les bureaux locaux du Département de l'information, du HCR, du PNUD, de l'OMS, de la FAO et de l'OIT peuvent être utilisés pour transmettre aux organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme des informations relatives à cette question. Ces informations seraient transmises sans commentaire (par. 117).

10. Au cours des débats du CPC sur la création d'une base de données relatives aux droits de l'homme, une délégation a fait une offre d'assistance financière à cette fin³.

Partie A. Documents publiés par des organismes des Nations Unies

11. Le Centre pour les droits de l'homme a jugé regrettable que, les ressources financières nécessaires n'ayant pas été réunies à la fin de 1992, la base de données informatisées n'ait pas encore été constituée. Pour mettre en oeuvre les recommandations de l'équipe de travail approuvées par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/20 et par l'Assemblée générale dans ses résolutions 46/111 et 47/111, il faudra ou bien que l'appel à des contributions volontaires pour financer la création de la base de données informatisées destinée aux organes créés par traité, lancé par le Secrétaire général dans sa note verbale du 28 février 1992, soit suivi d'effets ou bien que les fonds nécessaires soient prélevés ailleurs.

12. S'agissant de l'équipe de travail sur l'informatisation mentionnée dans la deuxième recommandation du rapport d'évaluation initial, le Centre a indiqué que celle-ci n'avait pas tenu d'autre réunion depuis janvier 1990, ayant achevé ses travaux à cette date. Le Centre a rappelé à cet égard que le Secrétaire général

avait créé l'équipe de travail spécialement pour qu'elle étudie la faisabilité de l'établissement d'une base de données informatisée pour les organes créés en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme et que son rapport portait exclusivement sur les besoins de ces organes en matière de base de données. Des experts du HCR et de l'OIT faisaient partie de cette équipe de travail et le système d'informatisation proposé dans le document E/CN.4/1990/39 était conçu à l'origine pour être compatible avec les systèmes existants des autres organismes des Nations unies et notamment du HCR. Le Centre estime que la question du renforcement de la coordination ne se pose pas tant que la base de données n'est pas créée.

13. Au paragraphe 14 de sa résolution 47/128, l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner, à sa quarante-neuvième session, la recommandation de la quatrième Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme visant à ce qu'un groupe d'experts soit constitué en dehors du Secrétariat, pour étudier en détail le programme d'information du Centre pour les droits de l'homme en vue de mettre au point une nouvelle stratégie de l'information qui tienne compte des besoins des diverses sections au sein du programme des droits de l'homme, y compris des organes créés en vertu d'instruments internationaux.

14. Le Centre a précisé que la recommandation figurant au paragraphe 117 du rapport triennal était régulièrement portée à l'attention des ONG au cours des réunions d'information qu'il organise périodiquement sur les questions qui les intéressent. Les bureaux locaux du Département de l'information et du PNUD communiquent régulièrement au Centre les documents qu'ils reçoivent sur les droits de l'homme. Le Centre a l'intention d'officialiser la pratique actuelle en adressant des communications écrites aux ONG dotées du statut consultatif qui mènent une action dans le domaine des droits de l'homme.

Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens dirigés

15. L'établissement d'une base de données informatisée était jugé hautement prioritaire par 70 % des experts élus à la Sous-Commission. Douze pour cent étaient de l'avis opposé. Les autres experts étaient sans opinion, - ils ont indiqué qu'il fallait étudier plus avant la question de la base de données au cours des entretiens, qu'il serait très difficile d'arrêter le modus operandi et qu'il y avait des questions plus urgentes dans le domaine des droits de l'homme, notamment le renforcement de l'aide que les Rapporteurs reçoivent du Secrétariat.

16. Les organisations non gouvernementales à qui l'on a posé la même question au cours des entretiens ont accordé un rang de priorité élevée à la base de données.

17. S'agissant de savoir si le Centre avait reçu des informations qui devaient alimenter la base de données, 20 % des experts gouvernementaux élus à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont répondu qu'ils avaient communiqué de telles informations au Centre. Ils l'avaient fait entre 5 ans et un mois avant le début de la session de 1992 de la Sous-Commission et les informations avaient trait à diverses études réalisées par la Sous-Commission : état d'urgence, administration de la justice et immunité.

18. Presque toutes les ONG ont déclaré lors des entretiens qu'elles avaient envoyé au Centre des informations sur les conflits ethniques, les personnes déplacées, les expulsions forcées, les droits des minorités et les violations des droits économiques, sociaux et culturels dans divers pays.

19. A la question de savoir s'ils avaient été informés de la possibilité d'utiliser les bureaux locaux, notamment ceux du HCR, du PNUD, de l'OMS, de la FAO, de l'OIT et des centres d'information du Département de l'information pour faire parvenir au Centre des communications sur les violations des droits de l'homme, 70 % des experts ont répondu par la négative.

20. Certains experts considéraient qu'il était bon que ces bureaux locaux communiquent les informations utiles concernant les droits de l'homme, mais qu'ils devaient suivre les procédures et les filières appropriées pour signaler des violations des droits de l'homme. Certains experts ont rappelé que les fonctionnaires des organismes des Nations Unies devaient respecter le statut de leurs bureaux locaux respectifs vis-à-vis du gouvernement du pays hôte.

21. Plus de la moitié des ONG consultées ont déclaré lors des entretiens qu'elles n'avaient pas été informées ou qu'elles avaient eu connaissance de cette procédure de manière officieuse seulement. Selon elles, une information aussi importante devrait être largement diffusée.

Sous-programme 2. Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables

22. Pour le sous-programme 2, l'examen triennal contenait les recommandations suivantes :

Pour renforcer les activités de suivi dans ce domaine, il faudrait qu'un fonctionnaire s'occupe à plein temps des activités relatives à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et élargir l'éventail de ces activités (par. 118).

Une communication et une coordination régulières devraient être maintenues avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment le PNUD et le HCR, concernant les activités rentrant dans le cadre du sous-programme 2. D'autre part, comme certaines organisations non gouvernementales paraissent avoir, au sujet des efforts de coopération que déploie le Centre, des vues qui ne correspondent pas à celles du Centre lui-même, il est recommandé de renforcer la communication avec les organisations non gouvernementales dans ce domaine (par. 119).

23. Le CPC a pris note de la recommandation énoncée au paragraphe 118 de l'examen triennal sans l'approuver. Plusieurs délégations se sont demandé s'il était nécessaire qu'un fonctionnaire s'occupe à plein temps de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Partie A. Documentation et informations publiées par des organismes des Nations Unies

24. Le Centre a indiqué qu'à la fin de 1992, la fonctionnaire chargée des activités relatives à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la

discrimination raciale était en mission en Afrique du Sud depuis plus de six mois. Avant son départ, un consultant l'avait considérablement aidée à entreprendre toutes les activités décidées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 39/16, 40/22, 42/47 et 46/85. Toutefois, ce consultant a également été chargé d'autres tâches, de sorte qu'aucune activité nouvelle n'a été entreprise.

25. Concernant les activités de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, la Sous-Commission a pris note, dans la résolution 1991/2 adoptée à sa quarante-troisième session, des moyens nécessaires pour accroître l'efficacité des mesures prises par les Nations Unies pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale (E/CN.4/Sub.2/1991/11), établis comme suite à la demande formulée par la Sous-Commission dans sa résolution 1990/1, en date du 20 août 1990. En outre, elle a prié à nouveau le Secrétaire général d'établir une étude d'ensemble des tendances actuelles du racisme, de la discrimination, de l'intolérance et de la xénophobie qui portent préjudice aux peuples autochtones, aux travailleurs migrants et aux autres groupes vulnérables de la société, ainsi que des mesures prises par les gouvernements pour lutter contre ces phénomènes et des effets de ces mesures, et de présenter l'étude à la Sous-Commission à sa quarante-quatrième session; de présenter à la Sous-Commission, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur les incidents graves imputables au racisme, à la discrimination raciale et à la xénophobie qui surviennent où que ce soit dans le monde et sur les mesures prises par les gouvernements en réaction à ces incidents. Elle a exprimé sa profonde conviction qu'un rapporteur spécial de la Sous-Commission devrait être désigné pour mettre à jour l'étude sur la discrimination raciale (E/CN.4/Sub.2/370 et Add.1 à 6 et Add.6/Corr.1) rédigée en 1976 par M. Hernán Santa Cruz, à la lumière des tendances nouvelles récentes du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie dans de nombreux pays du monde.

26. A sa quarante-huitième session, la Commission, dans sa résolution 1992/8, a décidé de procéder chaque année à l'examen thématique d'un sujet choisi dans le plan d'activités pour 1990-1993 qui figure en annexe à la résolution 42/47 de l'Assemblée générale. La Commission a décidé que le sujet pour 1993 serait "Etude mondiale sur l'étendue de la diffusion de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale"; elle a recommandé à l'Assemblée générale de prendre les mesures appropriées, en temps voulu, pour lancer une troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui commencerait en 1993⁴.

27. Le Centre a précisé qu'il restait encore à donner un caractère officiel aux réunions de coordination sur les travaux relatifs au sous-programme 2. Il appartient non seulement au Centre pour les droits de l'homme, en sa qualité de centre de coordination, mais aussi à d'autres organismes, notamment aux ONG, de décider de la date et des modalités de leur institutionnalisation.

28. Le Bureau international du Travail (BIT) et le Centre pour les droits de l'homme ont mis en place un groupe de travail conjoint permettant des consultations et une collaboration en matière de droits de l'homme et de coopération technique. Certains résultats significatifs ont déjà été obtenus, notamment une plus large participation réciproque à leurs activités respectives de diffusion de l'information sur les droits de l'homme et une amélioration des

dispositions prises pour la mise en commun de l'information. Il est prévu de procéder à la première opération conjointe de formation des fonctionnaires du BIT et du Centre pour les droits de l'homme afin de susciter chez eux une prise de conscience. Cet effort de coopération s'est également illustré par un groupe d'étude BIT/Centre pour les droits de l'homme sur le travail forcé des enfants qui s'est tenu en novembre 1992 à Islamabad (Pakistan) et a adopté un plan d'action pour six pays (Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande) dans le but d'éliminer cette pratique⁵.

29. En mai 1992, l'UNESCO a organisé, en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, deux séries de consultations officielles, l'une sur la préparation de la Conférence internationale sur l'éducation pour les droits de l'homme et la démocratie qui se tiendra à Montréal (Canada) en 1993, l'autre sur la conception, la programmation et la thématique d'un Manuel sur les droits de l'homme à l'intention des établissements d'enseignement supérieur. L'UNESCO a également organisé un groupe d'étude sur les droits de l'enfant à Trieste (Italie) en 1992 et prévoit d'en organiser un autre à Tunis (Tunisie) en 1993. En outre, elle a publié en mai 1992 la deuxième édition du Répertoire mondial des institutions de recherche et de formation sur les droits de l'homme. L'UNESCO a aussi mis à jour un tableau des ratifications des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

30. Des représentants du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et du PNUD se sont réunis en août 1992 pour étudier des modalités d'examen et de définition des projets qui pourraient être soit exécutés conjointement par le Centre et le PNUD, ou soit financés par prélèvement sur les chiffres indicatifs de planification (CIP), le Centre ayant un rôle consultatif. Le PNUD et le Centre ont décidé d'envisager la possibilité d'accueillir des spécialistes des droits de l'homme dans les bureaux extérieurs du PNUD situés dans des pays où le Centre a de vastes programmes d'assistance technique, et d'étudier ensemble d'autres possibilités de couplage entre les droits de l'homme et le développement.

31. Le HCR a fait observer que son programme de promotion du droit sur les réfugiés était l'expression d'une conscience plus aiguë de la nécessité de resserrer la coopération dans ce domaine avec d'autres instances, notamment avec le Centre pour les droits de l'homme et de sa volonté d'agir en ce sens⁶.

Partie B. Réponses données aux questionnaires et entretiens dirigés

32. Aucun des membres élus de la Sous-Commission n'a jugé "très bonne" la coordination existante entre le Centre et d'autres organismes des Nations Unies. Un tiers environ l'ont jugée "bonne" et un autre tiers "insuffisante", le tiers restant étant "sans opinion". Plus de la moitié des ONG interrogées ont estimé que cette coordination était "insuffisante". Aucune ne l'a jugée "très bonne" et une seule ONG l'a jugée "bonne".

33. Selon un expert, les communications avec les ONG devraient s'échelonner tout au long de l'année de sorte que les rapporteurs reçoivent l'information à intervalles réguliers. Pour le moment, ils ne la recevaient qu'après le début des sessions.

34. La moitié des membres élus ont jugé que la communication entre le Centre et les ONG était "très bonne" ou "bonne"; l'autre moitié était "sans opinion". En revanche, les ONG se divisaient presque également entre celles qui jugeaient la communication "bonne" et celles qui la jugeaient "insuffisante".

35. Une ONG, l'Association internationale du barreau, qui regroupe des juristes et des associations nationales de juristes, a indiqué au Groupe central d'évaluation que sa conférence mondiale avait approuvé un plan d'action prévoyant diverses mesures pour améliorer la coordination avec le Centre, dont la création de comités des droits de l'homme et la désignation d'agents de liaison appartenant aux organisations membres de l'Association, l'établissement de contacts avec des groupes de défense des droits de l'homme et un projet de Fondation pour les droits de l'homme.

Sous-programme 3. Publications, services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme

36. Les recommandations formulées à l'issue de l'examen triennal du sous-programme 3 sont les suivantes :

Le Centre devrait continuer à encourager les gouvernements à mettre au point des programmes relatifs aux droits de l'homme ou comportant une dimension "droits de l'homme", et développer notamment l'éducation dans ce domaine (par. 120).

Il faudrait renforcer les réseaux d'information de façon à améliorer la distribution des publications des Nations Unies relatives aux droits de l'homme (par. 121).

Les publications relatives aux droits de l'homme devraient être publiées dans différentes langues, en particulier dans les langues locales, et, à cet égard, il conviendrait de mobiliser au maximum les compétences des organisations non gouvernementales. Le Secrétariat devrait définir et faire connaître les procédures qui régiront la révision des traductions des divers instruments, comme il est proposé dans la recommandation 10 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1989/2) (par. 122).

Il faudrait développer davantage la production de matériel audio-visuel relatif aux droits de l'homme (par. 123).

Il faudrait accélérer la traduction dans les langues locales des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme et associer davantage les organisations non gouvernementales à leur diffusion (par. 124).

Partie A. Documentation et informations publiées par l'Organisation des Nations Unies

37. Le Centre a indiqué qu'il participe de plus en plus, par ses services consultatifs et sa coopération technique, à l'éducation et à la formation en matière de droits de l'homme au niveau national. Actuellement, le Centre réexamine le contenu et la qualité de ses principales publications, en particulier l'Annuaire des Nations Unies et le Bulletin. Il étudie également la possibilité de publier des documents sur papier recyclé, ce qui réduirait

considérablement leur coût et faciliterait leur diffusion auprès du grand public dans les pays en développement. Il est clair cependant que les effets réels à long terme d'un séminaire ou d'un cours ad hoc sont minimes, voire nuls. C'est pourquoi les cours de formation dispensés par le Centre visent aussi la "formation des formateurs". Pour divers publics spécialisés, on élabore des manuels qui contiennent des recommandations concernant l'application de techniques pédagogiques efficaces. Le Centre devrait ainsi toucher un public aussi vaste que possible avec les ressources disponibles.

38. En ce qui concerne les publications, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a rappelé que, à ses quatrième et cinquième sessions, il avait prié le Secrétaire général d'entreprendre l'élaboration d'une brochure décrivant dans le détail les travaux du Comité (E/1990/23, par. 302 et E/1991/23, par. 260). Le Comité a pris note, à cet égard, de la Fiche d'information No 16 publiée dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et intitulée "Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels". Il a estimé que cet ouvrage ne remplaçait pas la brochure, et que, puisque les fonctions, les procédures et les préoccupations du Comité, ainsi que les mesures qu'il avait prises, restaient généralement mal connues, il demeurerait nécessaire et urgent de diffuser largement une analyse détaillée et informative. Le Comité a donc prié le Secrétaire général de prendre, dès que possible, les dispositions nécessaires afin d'assurer la préparation d'une telle analyse. A cet effet, le Comité a autorisé son président à suivre la question avec le secrétariat et à lui faire rapport, à sa septième session, sur les progrès réalisés⁷.

39. Le Centre pour les droits de l'homme a indiqué que ses publications sont diffusées par différents circuits. Le Département de l'information les envoie aux centres d'information des Nations Unies ainsi qu'aux bureaux du PNUD qui remplissent les fonctions de CINU.

40. Un autre moyen important pour le Centre de diffuser ses publications consiste à répondre aux demandes directes de documentation. La Section des relations extérieures et de l'information du Centre est chargée de répondre aux demandes précises d'information qui augmentent rapidement et devraient continuer de le faire à l'avenir. Des changements administratifs sont à l'étude afin de réduire les délais de réponse aux demandes d'information. Le Centre a toutefois fait observer que le manque actuel de personnel pour traiter ces demandes ne permettra pas d'améliorer sensiblement la situation, surtout si celles-ci augmentent comme prévu.

41. Le Centre a également indiqué qu'il dispose d'une liste de personnes auxquelles les publications sont adressées lorsqu'elles paraissent. La proposition du Comité des droits de l'homme visant à inclure les noms des membres des différents organes relatifs aux droits de l'homme dans cette liste a été appliquée.

42. Il est aussi possible de développer la distribution des publications des Nations Unies relatives aux droits de l'homme en associant d'autres organes et organismes à cet effort. Il serait également utile de rechercher de nouveaux circuits de distribution en dehors du système des Nations Unies. La Section des relations extérieures et de l'information du Centre, qui étudie les conséquences

d'une telle initiative, s'efforcera d'obtenir le soutien et la participation de différentes organisations.

43. Au paragraphe 12 de la résolution 47/128, l'Assemblée générale a souligné qu'une coopération étroite entre le Centre pour les droits de l'homme et le Département de l'information était nécessaire en vue de la réalisation des objectifs fixés pour la Campagne mondiale, et qu'il importait que l'Organisation des Nations Unies coordonne ses activités dans le domaine des droits de l'homme avec celles d'autres organisations, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, pour ce qui est de la diffusion de l'information sur le droit humanitaire international, et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pour ce qui est de l'éducation en matière de droits de l'homme. Au paragraphe 13 de la même résolution, elle a prié le Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible de la collaboration des organisations non gouvernementales, notamment pour assurer la diffusion de documents relatifs aux droits de l'homme afin de faire prendre plus pleinement conscience à tous des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

44. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a adopté la résolution 45/2 portant sur "la mise en place d'un centre d'information des Nations Unies sur les droits de l'homme", conformément à la résolution 43/140 de l'Assemblée générale et à la résolution 1988/73 de la Commission des droits de l'homme. Depuis, ce centre a bien été créé et fonctionne à la bibliothèque de la CESAP.

45. Le Centre a rappelé que ce sont les instruments eux-mêmes qui doivent toujours constituer la principale composante de tout programme de promotion des droits de l'homme. A plusieurs reprises, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont souligné qu'il était important de traduire les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans les langues locales et régionales et de leur assurer une vaste diffusion. En ce qui concerne la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce travail de traduction a été largement mené à bien. Dans son rapport présenté en 1991 à la Commission, le Centre indique que celle-ci a été imprimée dans 81 langues. Le Département de l'information, dans le rapport qu'il a soumis en 1992 à l'Assemblée générale, a fait savoir que des traductions avaient été réalisées dans plus de 90 langues.

46. Le Centre pour les droits de l'homme est chargé de rassembler ou d'établir les différentes versions linguistiques des instruments relatifs aux droits de l'homme et d'en vérifier l'exactitude. Son rôle devrait être, selon lui, de produire des copies prêtes à la reproduction de traductions données, et le Département de l'information devrait veiller à ce que celles-ci soient imprimées et diffusées rapidement. Le Centre s'efforce de déterminer l'état d'avancement des traductions et, parallèlement, de recenser les versions qui existeraient ou qui restent à réaliser. La diffusion de ces instruments est essentielle pour les faire connaître; à cet égard, les ONG locales et les organismes des Nations Unies pourraient contribuer activement à la distribution.

47. Le Centre a indiqué que l'assistance d'autres organes des Nations Unies et la coordination entre ceux-ci serait bénéfique au projet de traduction dans son ensemble, et pas seulement aux questions liées à la distribution. L'UNESCO, par

exemple, a eu l'occasion de faire faire des traductions de plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme.

48. Afin d'encourager l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, l'UNESCO participe à la traduction du texte de la Convention dans plusieurs langues et à sa diffusion systématique.

49. Le Centre considère que lorsque des organismes des Nations Unies prennent part à de telles activités, il est essentiel qu'il en soit informé et qu'un exemplaire du texte lui soit transmis; par ailleurs, les autres modalités concernant la traduction et la distribution du texte doivent également lui être communiquées. Ces informations seraient conservées dans les archives et contribueraient à mettre au point, dans le cadre du Centre, une banque de données sur les textes et les traductions.

50. Des propositions en matière de coordination ont été présentées lors de la quatrième réunion interinstitutions convoquée par le Centre des droits de l'homme le 25 juin 1992. Le Centre espère donner suite à ces propositions et continuera d'étudier les questions de coordination avec le Département de l'information.

Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens structurés

51. Plus de la moitié des experts ont considéré que les publications du Centre étaient de "bonne qualité" et 8 % les ont jugées de "très bonne qualité"; 20 % d'entre eux se sont déclarés "sans opinion". Quatre experts ont estimé ces publications "insuffisantes"; selon eux, celles-ci étaient trop partiales et tendaient à se répéter; elles reflétaient le système de recrutement du Centre ainsi que de son groupe de consultants et ne traduisaient qu'une appréhension uniquement occidentale de la problématique des droits de l'homme; par ailleurs, le "langage" utilisé dans ces publications posait problème et la façon dont celles-ci étaient rédigées ne facilitait pas leur compréhension et n'attirait pas les lecteurs.

52. La plupart des ONG interrogées ont considéré que les publications du Centre étaient de bonne qualité. Quelques-unes ont cependant estimé qu'elles étaient insuffisantes en raison de l'autocensure pratiquée et de leur caractère très lacunaire. Elles considéraient par exemple que les renseignements fournis dans les fiches d'information étaient insuffisants, en particulier quant à des droits tels que l'alimentation, la santé et le logement. Un enquêté a déclaré que les publications du Centre étaient médiocres comparées à celles d'autres organismes des Nations Unies tels que le HCR, le BIT et l'OMS.

53. On a demandé aux enquêtés de classer par ordre d'importance six activités ayant trait aux services consultatifs et aux publications du Centre. Les experts retenus ont estimé que la "promotion des programmes gouvernementaux prenant en compte l'éducation en matière de droits de l'homme", et la "traduction des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme dans les langues locales" étaient les activités les plus importantes. La "production de matériel audio-visuel ayant trait aux droits de l'homme" et "la participation des ONG à la diffusion de documents relatifs aux droits de l'homme" étaient les activités les moins importantes.

54. Les experts ont fait les propositions suivantes : traduire plus d'instruments relatifs aux droits de l'homme dans les langues locales; former plus de fonctionnaires nationaux; aider, avec le concours du Centre pour les droits de l'homme, les gouvernements démocratiques à améliorer le système judiciaire et les organes chargés de faire respecter les lois; maintenir les services consultatifs associés aux études des représentants spéciaux afin d'analyser les difficultés qu'ont les gouvernements à assurer l'exercice effectif des droits de l'homme. Un expert a estimé qu'il fallait une commission permanente des droits de l'homme (semblable à la Conférence du désarmement) qui se réunirait tout au long de l'année et examinerait toutes les questions importantes.

55. Les ONG ont avancé les propositions suivantes : dans le cadre des services consultatifs, il était important qu'une aide soit apportée à la rédaction de constitutions et de lois respectant les droits de l'homme; l'éducation en matière de droits de l'homme devait être encouragée par l'intermédiaire des médias locaux (tels que la radio); des groupes devaient être formés au niveau local pour faire connaître les activités ayant trait aux droits de l'homme; et des matériels audiovisuels destinés à un public local devraient être produits au niveau local. Un enquêté a estimé que les ONG devaient participer à l'évaluation de l'ensemble du programme des services consultatifs. Quelques ONG ont considéré que les matériels audiovisuels devraient s'adresser à un public précis, et qu'elles devaient donc participer à leur production.

Sous-programme 4. Etablissement de normes, recherches et études

56. Les recommandations issues de l'examen triennal au sujet de ce sous-programme étaient les suivantes :

Il faudrait continuer d'appliquer les procédures envisagées dans la recommandation 11 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1989/2). Des consultations avec les organismes des Nations Unies devraient être organisées régulièrement et les organisations non gouvernementales devraient être incitées à participer à la rédaction des nouveaux instruments (par. 125).

Il est urgent de créer une base de données relative aux droits de l'homme (par. 126).

L'équipe de travail mentionnée dans la recommandation 13 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1989/2) devrait être créée (par. 127).

57. En ce qui concerne la recommandation figurant au paragraphe 125, le Comité du programme et de la coordination (CPC) a estimé qu'il serait conforme à la pratique existante que les organisations non gouvernementales soient associées, s'il en était ainsi décidé, à la rédaction de nouveaux instruments internationaux⁸.

Partie A. Documentation et information provenant de sources des Nations Unies

58. Plusieurs groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont fait participer des représentants des

gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des ONG à l'examen de projets de déclaration élaborés dans leurs domaines de compétence respectifs. Les groupes de travail qui se sont réunis au cours de l'année écoulée étaient les suivants : Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (29 octobre-8 novembre 1991); Groupe de travail sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques (2-13 décembre 1991); Groupe de travail chargé de préparer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (13-24 janvier 1992); Groupe de travail sur les populations autochtones (20-31 juillet 1992) chargé de l'élaboration d'un projet de déclaration sur les droits des autochtones.

59. En ce qui concerne la rédaction de nouveaux instruments, on notera aussi que la Commission des droits de l'homme, par sa résolution 1992/66 du 4 mars 1992, a approuvé la décision de la Sous-Commission de créer un groupe de travail intersessions. Elle a recommandé que ce groupe soit composé d'un représentant de chaque groupe régional et a prié d'établir, aux fins d'examen par tous les experts de la Sous-Commission et d'adoption par la Sous-Commission à sa quarante-quatrième session, une liste de propositions, sous forme de projet de décision, qui tienne compte des propositions et recommandations étudiées par la Sous-Commission à sa quarante-troisième session et contenues dans le rapport du Groupe de travail de session précité, ainsi que dans le rapport présenté à la Commission par le Président de la Sous-Commission sur les travaux de sa quarante-troisième session (E/CN.4/1992/46)⁹.

60. Le Centre a déclaré que, faute de ressources, aucun progrès n'avait été fait dans la mise en place de la banque de données mentionnée dans la recommandation (voir plus haut par. 11 à 16).

61. L'équipe de travail mentionnée dans la dernière recommandation devait être "composée de représentants des unités du Secrétariat et des institutions spécialisées dont les programmes comportent des éléments ou des aspects relatifs aux droits de l'homme" et "étudier les moyens de renforcer la coordination de la planification et de l'exécution des activités d'intérêt commun"¹⁰. Le Centre a déclaré n'avoir pas été en mesure de remplir le rôle de coordonnateur pour les questions relatives aux droits de l'homme qu'il devait jouer auprès des autres unités du Secrétariat et institutions spécialisées.

62. Dans un document présenté à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa quarante-quatrième session, l'OIT a déclaré participer régulièrement aux travaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission, ainsi qu'à ceux des groupes de travail sur les populations autochtones et sur les formes contemporaines d'esclavage. L'OIT prend également une part active aux travaux des différents organes créés en vertu d'instruments internationaux, tels que le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. L'OIT a également essayé de voir avec le Comité des droits de l'enfant comment elle pourrait participer au contrôle de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Partie B. Réponses aux questionnaires et entretiens dirigés

63. Lors d'entretiens dirigés, les experts ont déclaré que les consultations envisagées avec d'autres organismes devaient se tenir régulièrement. Ils souhaitaient également que la documentation des séances soit envoyée aux membres de la Commission, de la Sous-Commission et des comités suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent l'étudier. Les séances en seraient d'autant plus productives. Il faudrait améliorer la qualité et le volume de l'assistance fournie aux rapporteurs et aux experts. Certains experts avaient le sentiment que parfois les fonctionnaires envisageaient les droits de l'homme sous l'angle de la procédure et perdaient de vue la réalité humaine. Les vues des experts sur la base de données figurent plus haut au paragraphe 54.

64. Plusieurs experts ont signalé par ailleurs qu'ils s'étaient entendu dire que, pour obtenir des informations, ils devaient faire une "demande officielle". Certains ont également déclaré avoir constaté que les nouveaux membres étaient laissés à eux-mêmes, que les rapporteurs chargés d'une question ou d'un pays donné ne recevaient pratiquement pas d'aide et que les fonctionnaires refusaient d'effectuer des recherches.

65. Certaines des ONG interrogées ont fait valoir que, du fait de l'existence de plus de 50 différentes procédures d'examen des violations des droits de l'homme, il était difficile de classer les affaires de façon à ce qu'elles puissent être effectivement utilisées dans les activités des Nations Unies et, à terme, servir à l'établissement de normes. Les ressources affectées à ce type d'activité leur semblaient insuffisantes. Une ONG a déclaré que, parfois, c'était aux ONG elles-mêmes que revenait la tâche de familiariser les experts avec les questions relatives aux droits de l'homme.

66. Certains experts se sont plaints du manque de continuité de l'assistance fournie aux groupes de travail, qui se voyaient souvent affecter du personnel temporaire.

67. Un expert était d'avis qu'il fallait créer un service de liaison pour s'occuper des communications entre la Commission et la Sous-Commission. Deux experts ont également formulé des réserves à propos de la pratique du "travail à domicile" par certains fonctionnaires.

IV. RECOMMANDATIONS

68. Le Comité pourra envisager d'adopter les recommandations suivantes :

Sous-programme 1. Application des normes, instruments et procédures internationaux

69. Recommandation 1 : Le Centre devrait créer une base de données sur les droits de l'homme d'ici à la fin de 1993, et mobiliser pour cela toutes les ressources disponibles ou annoncées. Cette base de données devrait être en tous points conforme à la recommandation de l'équipe spéciale sur l'informatisation qui figure dans le document E/CN.4/1990/39 et devrait incorporer si possible toutes les informations déjà communiquées par les gouvernements, les experts et les organisations non gouvernementales accréditées.

70. Recommandation 2 : Une note verbale devrait être envoyée à tous les Etats Membres et à tous les participants officiels aux travaux des organes chargés des droits de l'homme, les informant que les bureaux locaux des Nations Unies pourraient se charger de transmettre les informations sur les droits de l'homme destinées aux organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme. Ces informations seraient transmises telles quelles. Une lettre de même teneur devrait être envoyée aux ONG accréditées auprès du Conseil économique et social. Ces deux mesures étaient à prendre d'ici à la fin de 1993.

Sous-programme 2. Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables

71. Recommandation 3 : Il faudrait appuyer de façon continue les activités s'inscrivant dans le cadre de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Sous-programme 3. Publications, services techniques et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme

72. Recommandation 4 : Des efforts devraient être faits pour améliorer la communication entre les unités de l'Organisation des Nations Unies et le Centre d'une part et entre le Centre et les ONG d'autre part.

73. Recommandation 5 : Il faudrait continuer d'accorder la priorité à la traduction et à la large diffusion de tous les grands instruments relatifs aux droits de l'homme dans les langues locales.

Sous-programme 4. Etablissement de normes, recherches et études

74. Recommandation 6 : L'équipe spéciale mentionnée dans la recommandation 13 de l'évaluation approfondie devrait être créée et présenter au CAC un rapport contenant ses conclusions et recommandations d'ici à la fin de 1993.

Notes

¹ A/47/16 (Partie I), par. 130 à 136.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 1 (A/46/1), p. 4 et 5.

³ A/47/16 (Partie I), par. 132.

⁴ E/CN.4/Sub.2/1992/1/Add.1, par. 56 à 58.

⁵ E/CN.4/Sub.2/1992/5, par. 38 et 39.

⁶ EC/SCP/73, par. 6.

⁷ E/1992/23, par. 375.

⁸ A/47/16 (Part. 1), par. 134.

⁹ E/CN.4/Sub.2/1992/3, par. 3.

¹⁰ E/AC.51/1989/2, par. 140.

Annexe

RESULTATS DE L'ENQUETE PAR QUESTIONNAIRE MENEES AUPRES DES
EXPERTS GOUVERNEMENTAUX MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE
LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA
PROTECTION DES MINORITES

Nombre de questionnaires envoyés : 25
Nombre de réponses : 24
Taux de réponse : 96 %

	<u>Nombre de réponses</u>	<u>Pourcentage</u>
1. (Cette question concerne l'identité de l'enquête)		
2. Estimez-vous que la création d'une base de données informatisée sur les droits de l'homme par l'Organisation des Nations Unies soit à entreprendre en priorité?		
Oui	17	70,8
Non	3	12,5
Sans opinion	4	16,7
3. Avez-vous communiqué au Centre des informations qui devraient être incorporées à la base de données?		
Oui	5	20,8
Non	17	70,8
Pas de réponse	2	8,4
4. Avez-vous été informé que les bureaux locaux d'organismes tels que le HCR, le PNUD, l'OMS, la FAO et l'OIT et les centres d'information des Nations Unies peuvent se charger de transmettre au Centre des informations relatives aux droits de l'homme, par exemple des communications écrites concernant des violations des droits de l'homme?		
Oui	5	20,8
Non	17	70,8
Pas de réponse	2	8,4

	<u>Nombre de réponses</u>	<u>Pourcentage</u>
5. Compte tenu de votre expérience, quelle est votre appréciation de la coordination existant entre le Centre et d'autres unités de l'Organisation des Nations Unies, notamment le PNUD et le HCR?		
Très bonne	-	-
Bonne	7	29,2
Insuffisante	8	33,3
Sans opinion	9	37,5
6. Quelle est votre appréciation de la communication existant entre le Centre et les ONG?		
Très bonne	1	4,2
Bonne	11	45,8
Insuffisante	-	-
Sans opinion	12	50,0
7. Quelle est votre appréciation de l'attention accordée aux questions relatives aux droits de l'homme dans les publications du Centre?		
Très bonne	2	8,3
Bonne	13	54,2
Insuffisante	4	16,7
Sans opinion	5	20,8
8. Veuillez classer les activités suivantes en fonction de l'importance qui devrait leur être accordée dans les services consultatifs et les publications du Centre :	<u>Rang</u>	
a) Encouragement des gouvernements à organiser un enseignement des droits de l'homme;	1er	
b) Production de supports audio-visuels sur les droits de l'homme;	4e	
c) Traduction des grands instruments relatifs aux droits de l'homme dans les langues locales;	2e	
d) Bonne diffusion des publications sur les droits de l'homme;	3e	
e) Participation des ONG à la diffusion d'informations sur les droits de l'homme.	5e	
